

Algérie : les dessous d'une prise d'otages

Lise Garon

Numéro 764, avril-mai 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/68909ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Garon, L. (2013). Algérie : les dessous d'une prise d'otages. *Relations*, (764), 7-8.

de lui que sa mission soit justement de ramener ce qui est en marge de la société et de l'Église au cœur même de ses préoccupations? Quelle place les personnes marginalisées seront-elles appelées à occuper au sein de l'Église? Comment ce pape dont on dit qu'il s'est fait proche des pauvres dans les bidonvilles de Buenos Aires conduira-

t-il l'Église à se mettre davantage du côté des plus démunis? Un pape venu du bout du monde pourra-t-il permettre à la diversité des peuples, des cultures et des traditions d'enrichir davantage la manière d'être et de faire de l'Église? ●



Algérie: les dessous d'une prise d'otages

Les services secrets algériens seraient-ils derrière l'attaque d'In Amenas?

LISE GARON

Le 16 janvier 2013, le monde apprenait, de «source sûre», qu'une trentaine de terroristes avaient attaqué le site gazier de Tiguentourine, en Algérie, dans le Grand Sud saharien. Ils avaient pris en otage 600 personnes, dont des dizaines de travailleurs étrangers. Quatre jours plus tard, on apprenait, toujours de

«source sûre», que «la glorieuse Armée nationale populaire» algérienne venait de libérer la base. L'événement a fait la une des médias étrangers qui ont mis en scène une armada de «spécialistes» pour expliquer la crise à chaud, en ignorant la censure militaire à l'œuvre, ne citant que des responsables algériens anonymes ou des communiqués de presse officiels. Le hic, c'est que l'information sur la crise qui se dé-

roulait ne provenait que d'une seule source – le Département du renseignement et de la sécurité (DRS) – et qu'elle contenait plusieurs incohérences.

La première a rapport à la surveillance massive des frontières. Pas moins de 7000 gendarmes sont postés à la frontière algéro-libyenne. À la frontière mauritano-nigéro-malienne se trouvent des bases militaires dotées d'avions et d'hélicoptères de combat, de transport et de surveillance, de même que toute une gamme d'équipements high-tech, notamment des

L'auteure est professeure au Département d'information et de communication à l'Université Laval



radars, des drones, des avions et des ballons de surveillance à haute altitude, tous équipés de caméras sophistiquées. Comment une surveillance aussi imposante de l'armée sur toutes les frontières sahariennes du pays ainsi qu'autour du site gazier n'a-t-elle pas permis d'intercepter un groupe de trente terroristes?

Deuxième incohérence: l'identité réelle du cerveau derrière l'attaque, Mokhtar Benmokhtar. Le personnage, ex-émir du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), qui a par la suite rejoint les rangs d'Al-Qaïda, serait-il un agent double? Son passé actif dans le Groupe islamiste armé, mieux connu sous le sigle GIA, et le GSPC, deux organisations terroristes infiltrées par les services de renseignement, tend à le confirmer¹. Resté hors d'Algérie durant l'attaque terroriste d'In Amenas, Benmokhtar sera quand même tué dans une opération militaire au Mali au début de mars: la disparition d'un homme qui en savait trop?

Troisième incohérence: l'objectif des terroristes. Selon Alger, les terroristes avaient l'intention de faire exploser les installations gazières. Alors, comment expliquer que c'est la base où logeaient les employés du site gazier que les terroristes ont attaquée, et non l'usine à gaz?

Si ces apparentes incohérences dans la version officielle laissent planer

le doute quant au rôle joué par les services de renseignement dans la prise d'otages, l'extrême brutalité de l'assaut militaire, lui, porte clairement la signature du DRS. Celui-ci a été créé en 1990 par le général major Khaled Nezzar, de sinistre mémoire – et contre qui un procès pour crimes de guerre est d'ailleurs pendu en Suisse. Le DRS est demeuré depuis au centre du pouvoir occulte algérien, et il possède une longue tradition de secret, de manipulation et de violence. Si son incapacité à prévoir l'attaque terroriste près d'In Amenas surprend étrangement, le dénouement sanglant de l'attaque, lui, était parfaitement prévisible pour qui connaît son style brutal: pas de négociation avec l'ennemi, juste son éradication, et par tous les moyens possibles.

L'ampleur du drame ne fut révélée que progressivement. Les quelques morts d'abord annoncés devinrent 38 travailleurs étrangers. Les pertes subies au sein de l'armée lors de l'assaut ainsi que les circonstances du bain de sang ne seront pas divulguées. Pour le moment, il faut s'en remettre aux témoignages recueillis par l'écrivain Habib Souaïdia, ancien membre des forces spéciales de l'armée algérienne, apportant des informations inédites qui mettent à mal la version officielle (source: Algeria Watch, 3 mars 2013).

Selon ces témoignages, le mercredi 16 janvier, dans le «bureau opération-

nel» établi par les forces de sécurité près de Tiguentourine, étaient réunis des officiers supérieurs de la quatrième région militaire, de la Gendarmerie nationale et du DRS: une cellule de crise sans commandement unifié. Comme on ne parvenait pas à s'entendre, le général major Athmane Tartag (DRS) décida seul d'envoyer trois hélicoptères lancer des missiles sur un groupe de 11 ravisseurs et de 30 travailleurs étrangers. Ce qui explique les corps calcinés retrouvés le dimanche après l'opération. Les forces de sécurité ont ensuite poursuivi la traque des autres membres du commando. Tartag a alors une nouvelle fois imposé la manière forte par une attaque unilatérale et non coordonnée avec les autres corps présents: un hélicoptère a tiré trois fois sur le véhicule des ravisseurs, tuant les terroristes et leurs otages, ainsi qu'une dizaine de militaires présents à proximité. De telles informations jettent un éclairage réaliste sur le drame d'In Amenas, qui s'est joué dans l'ombre du DRS. D'autres informations devront toutefois être révélées pour que la vérité entière soit connue. ●

1. Le site de l'organisme Algeria Watch documente largement cette infiltration: <algeria-watch.org>. Voir aussi H. Souaïdia, *La sale guerre*, La Découverte, 2001, et M. Samraoui, *Chronique des années de sang*, Denoël, 2003.

Au travail
ou au chômage,
la dignité

c'est un
droit!

— ALLIANCE
DES PROFESSEURS
ET PROFESSEURS
DE MONTREAL —

